

Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,
Monsieur le Préfet,
Monsieur le Directeur Académique,

Pour ce qui est du bilan de rentrée, le point de vue des enseignants a été clairement donné le 10 octobre dernier.

Alors que les contre-réformes qui territorialisent et détruisent l'Ecole de la République se poursuivent avec les rythmes scolaires dans le 1er degré, la réforme du collège dans le second, qu'une réforme de la formation professionnelle se prépare,

alors que les conditions de travail ont été largement détériorées, les enseignants, professeurs des écoles, professeurs en collège, en lycée général ou professionnel, ont participé massivement à la grève du 10 octobre.

Ils ont dit ce qu'ils pensaient de la poursuite du blocage du point d'indice, du rétablissement du jour de carence, de l'augmentation de la CSG, de la réforme de l'évaluation et des promotions arbitraires du PPCR, des contrats aidés supprimés avec 94 emplois vie scolaire « aide à la direction » en moins dans les seules écoles du Maine et Loire -, des AVS mutualisées ou manquantes pour les élèves handicapés dans leurs classes, de la menace sur leur régime de retraite...

Ils l'ont fait aux côtés des hospitaliers et des agents territoriaux aussi durement impactés par la politique d'austérité poursuivie et accélérée par le nouveau gouvernement et ses coupes budgétaires...

Ils l'ont fait aux côtés des salariés du privé également attachés aux services publics, à l'instruction des leurs enfants ou encore au fait de pouvoir se soigner et d'être protégés par un Code du Travail !

Les mouvements sociaux de cette rentrée indiquent que les salariés du public et du privé cherchent à résister à une politique qui a pour objectifs de faire baisser le coût du travail, de casser les services publics républicains et finalement de faire disparaître les garanties collectives. La FNEC FP FO 49 avec sa fédération nationale, son Union départementale et sa Confédération Force ouvrière n'entend rien lâcher de ces acquis durement arrachés. C'est pourquoi, nous participions à la grève interprofessionnelle ce jour et c'est pourquoi nous nous tenons prêts pour l'avenir...

Nous souhaitons revenir sur quelques dossiers d'actualité :

1/ La FNEC FP FO 49 dénonce la suppression des personnels en contrats aidés : les EVS, sous-payés et utilisés à diverses tâches (dont l'assistance humaine aux enfants handicapés) sont aujourd'hui jetés à la rue quand ils sont indispensables pour le bon fonctionnement des écoles ; les contrats aidés AVS également sous payés ne sont renouvelés quand ils le peuvent qu'à la condition de perdre 140 euros de salaire par mois pour le même nombre d'heures de travail (!), Alors que des questions de sécurité se posent dans les écoles et établissements, **la FNEC FP FO 49 demande l'arrêt de cette politique lamentable et revendique le maintien ou le réemploi de tous les contrats aidés, dont les 94 EVS du département, et leur intégration dans la fonction publique.**

2/ Jeudi dernier 9 novembre, 90% des collègues du collège Jean Vilar étaient en grève pour cause d'effectifs surchargés en 6ème, d'absence de prof en SEGPA et de principal adjoint. Ils venaient également d'apprendre que le Conseil départemental envisageait la fermeture de leur établissement ainsi que du collège Jean Lurçat.

Pour la FNEC FP FO 49, en étudiant les possibilités de fermeture des deux seuls établissements classés en Education Prioritaire, Vilar à la Roseraie et Lurçat à Monplaisir, le Conseil Départemental choisit d'ignorer la fragilité des populations de ces deux quartiers sensibles. Privées d'un service public de proximité formé à accueillir les profils d'élèves les plus complexes, la plupart de ces familles seront aussi dans l'incapacité de faire face aux charges supplémentaires, à commencer par les frais de demi-pension.

La FNEC- FP- PO 49 dénonce ce projet, qui, dissimulant une logique comptable derrière l'alibi de la mixité sociale, va à l'encontre des intérêts des élèves et de leurs familles, du service public républicain et de ses personnels.

Les enseignants ont écrit un rapport de 9 pages argumentant sur le nécessaire maintien de la structure ; Il indiquent : *« Pour nous, acteurs de la vie d'un établissement scolaire, il n'est décidément pas supportable de voir une décision si grave s'appuyer exclusivement sur une prétendue rationalité mathématique! » "On ne ferme pas un bâtiment parce qu'on l'a laissé dépérir! C'est l'inverse : on le laisse dépérir parce qu'on a décidé de le fermer! Les effectifs actuels sont en réalité proportionnés à la partie du bâtiment qui a bénéficié de travaux d'entretien." Départs vers le privé, explosion de Mermoz... "les conséquences d'une fermeture marqueraient l'échec complet d'une politique qui prétend chercher à développer la mixité sociale." "En fermant Jean Vilar, on retirera le peu qui a été laissé à ceux qui continuent de se paupériser, et à tous ceux qui ne cessent de les rejoindre." (...)*

Enfin, concernant les rythmes scolaires, nous dénonçons toujours le **transfert de compétences éducatives vers des collectivités, subventionnées au départ ("fonds d'amorçage") puis étranglées ensuite (17 milliards de baisse des dotations sur le quinquennat précédent, 300 millions en moins encore annoncés par le nouveau gouvernement...**

Aujourd'hui, selon "les richesses" (financières, associatives..) de l'endroit où l'on vit en France, selon l'organisation de la semaine scolaire ou encore le coût des TAP, les écoles publiques sont non seulement mise en concurrence avec l'école privée de manière déloyale mais aussi entre elles.

Les conditions de travail des personnels se sont fortement dégradées dans les écoles : les ATSEM se sont vues attribuées des nouvelles tâches, la précarité a bondi avec le recrutement d'animateurs qui "tournent" sur les écoles des grandes villes, ils ont parfois jusqu'à 6 temps dans leur journée ou des contrats de quelques heures...Les personnels administratifs qui gèrent les professeurs des écoles également ont vu se complexifier leurs tâches. Pour ce qui est des enseignants eux-mêmes, ils ont répondu à une enquête nationale qui est sans appel : 8 enseignants sur 10 rejettent l'organisation actuelle. **Le rejet est quasi unanime dans les grandes villes où le mélange scolaire/périscolaire a des conséquences importantes en terme de fatigue des enfants en collectivité ou en terme de sécurité.**

La FNEC FP FO 49 rappelle son exigence d'un cadre national et du retour aux 4 jours de 6h de classe dans toutes les écoles publiques de France pour que l'Ecole publique républicaine reste gratuite, qu'elle reste l'école pour tous, une éducation nationale et égalitaire.